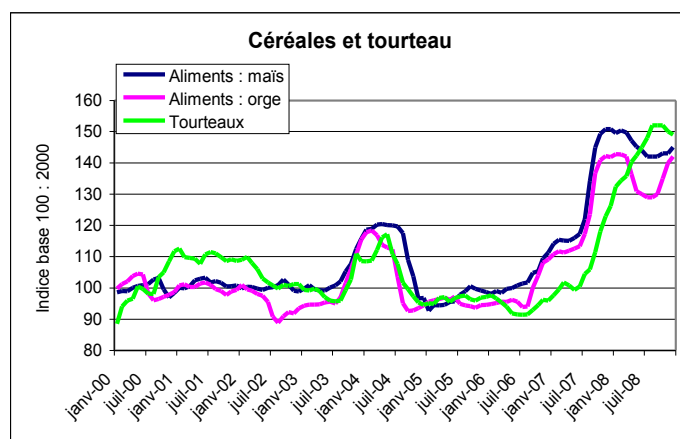


## **Hausse du prix des céréales et du coût des aliments : stratégies envisagées en 2008 par les éleveurs bovins viande dans le Nord-Est de la France.**

Afin d'étudier les leviers d'adaptations des agriculteurs face aux hausses des céréales et des aliments lors de la campagne 2007 -2008, l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agriculture ont réalisé une enquête sur l'ensemble du réseau d'élevage bovins viande national<sup>1</sup>. Sur la région Nord-Est (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne) cette étude a concerné 61 éleveurs représentatifs de la diversité des systèmes d'exploitation locaux. Les réponses de ces éleveurs permettent ainsi de dégager les grandes tendances d'adaptation des éleveurs de nos régions.

### **Une hausse des prix des matières premières exceptionnelle !**

La campagne 2007 – 2008 a été marquée par des hausses significatives des prix des matières premières agricoles entre juillet 2007 et janvier 2008, que ce soit les céréales (+35%), les tourteaux (+50%) ou les carburants et engrais (+50%). Ces augmentations, non suivies par le prix de la viande, touchent directement le prix de revient de la plupart des différentes rations et donc la marge de l'atelier bovins viande des exploitations. Cependant cette hausse n'a pas été ressentie par les éleveurs de la même façon : parmi les éleveurs interrogés sur les trois postes de charges qui ont le plus augmenté sur leur exploitation, 90% citent le carburant, 65% les engrais et les aliments énergétiques ou protéiques sont ex-æquo, cités chacun par 40% des éleveurs (75% chez les engraisseurs spécialisés).



Variation des prix du Maïs, de l'Orge et des tourteaux de 2000 à 2008 (source INSEE)

### **Des exploitations relativement autonomes...**

Malgré leur diversité, les exploitations enquêtées se distinguent par une certaine autonomie en céréales et en foin pour neuf exploitations sur dix et par une dépendance des aliments protéiques ou complets du commerce pour la quasi-totalité d'entre elles. Cette relative autonomie semble en effet satisfaire les agriculteurs dans la plupart des cas, l'autonomie protéique n'étant pas réellement recherchée. En effet cette dernière est plus difficile à atteindre et moins primordiale que l'autonomie fourragère ou énergétique, hormis pour les rations d'engraissement. Cette relative autonomie alimentaire des élevages régionaux explique que l'augmentation des carburants et des engrais soit plus citée que celle des aliments, celle-ci étant peu visible lors de la cession de céréales entre les différents ateliers.

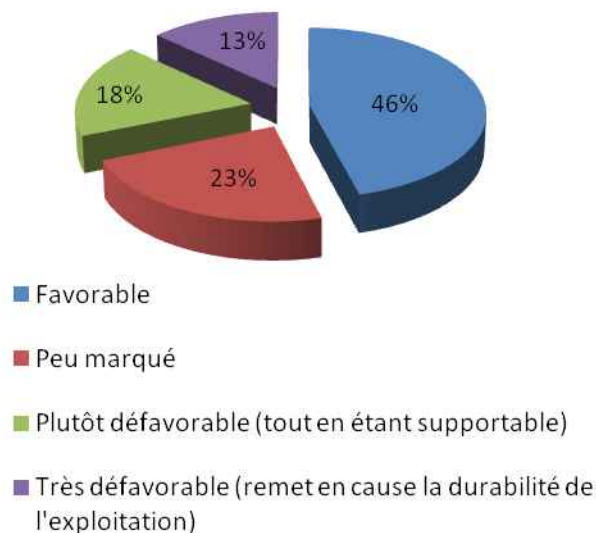
<sup>1</sup> Enquête réalisée auprès de 450 élevages d'avril à octobre 2008. Les résultats de cette étude nationale sont disponibles sur le site de l'Institut de l'élevage [www.inst-elevage.sso.fr](http://www.inst-elevage.sso.fr)

## **Un impact économique plus ou moins favorable sur les exploitations**

L'impact de la hausse des céréales et des aliments sur le revenu de l'exploitation est ressenti différemment par les éleveurs avec un fort effet de la spécialisation. 60% des céréaliers ou des polyculteurs jugent en effet que ces hausses ont un impact bénéfique sur le revenu de l'exploitation ; alors que les 13% d'éleveurs interrogés qui pensent que cela remet en cause la durabilité de l'exploitation sont essentiellement des éleveurs spécialisés.

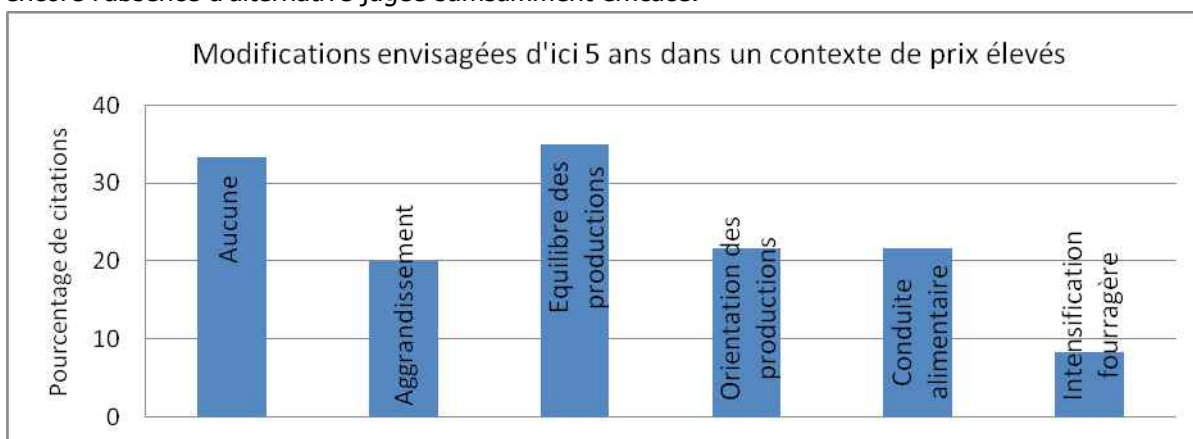
A contrario l'impact de ces hausses sur le revenu de l'atelier bovins viande est jugé négativement de façon quasi unanime, avec plus de 80% de réponses défavorables ou très défavorables. Un éleveur sur cinq pense même que cela remet en question la pérennité de l'atelier.

*Impact de la hausse des céréales et aliments sur le revenu de l'exploitation (61 éleveurs)*



### **La prudence avant tout**

Malgré une conjoncture largement jugée comme préjudiciable à l'atelier bovins viande, près de trois agriculteurs sur quatre déclarent n'avoir mis en place aucune modification pour la campagne 2007-2008. Cependant dans un contexte durable de hausse des prix des céréales et des aliments, seulement un tiers pensent toujours ne rien modifier dans les cinq ans. Un agriculteur sur trois pense alors jouer sur l'équilibre des différentes productions de l'exploitation et un sur cinq compte s'agrandir, modifier l'orientation de ses productions ou la conduite alimentaire du troupeau pour s'adapter. Cette prudence est expliquée par une certaine inertie du système bovins viande par rapport à d'autres productions, une modification récente, la satisfaction du système en place ou bien encore l'absence d'alternative jugée suffisamment efficace.



### **Un équilibre instable des productions ?**

Dans un contexte de hausse durable des aliments, deux agriculteurs sur cinq songeraient à augmenter leur production céréalière destinée à la vente ou dans quelques rares cas destinée aux animaux. Si cette augmentation de SCOP peut se faire par reprise de terrain, elle peut également se faire au détriment des prairies potentiellement retournables avec les problèmes environnementaux qui en découlent. Cette augmentation des cultures de vente est suivie dans les deux tiers des cas par

la diminution du troupeau allaitant et dans un tiers des cas par la diminution de l'engraissement des mâles.

Au total, un quart des éleveurs interrogés envisageraient de diminuer le troupeau allaitant ou l'engraissement des mâles, cette dernière solution étant particulièrement évoquée chez les engraisseurs spécialisés qui pourraient aller jusqu'à l'arrêt de leur production. La diminution de l'engraissement des femelles ou le raccourcissement des cycles de productions semblent être des pistes moins favorisées par les éleveurs.

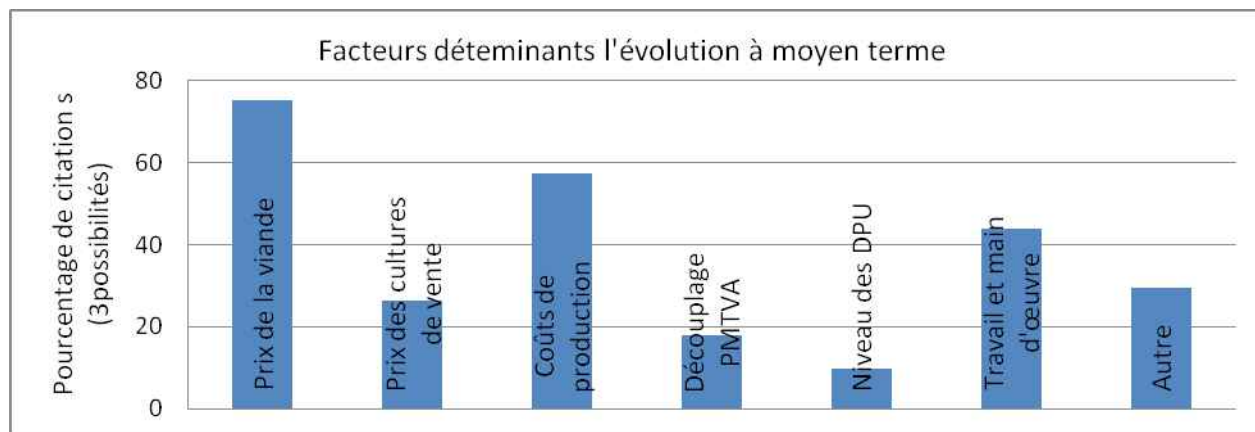
Toutefois, que des modifications de l'équilibre des productions soient envisagées ou non, huit éleveurs sur dix soulignent que d'autres facteurs comme la cohérence du système, le faible potentiel des prairies, le prix de la viande ou la passion pour l'élevage sont plus influents que les prix des matières premières sur l'équilibre des productions.

### **Les conduites alimentaires et fourragères : des leviers efficaces ?**

Les pistes explorées par les éleveurs dans ce domaine semblent plus floues. L'intensification fourragère ou la recherche d'aliments moins chers sont des leviers régulièrement cités mais qui ne semblent pas encore déboucher sur des actes concrets. Des solutions plus avancées sont évoquées en ce qui concerne la sécurisation de l'approvisionnement fourrager (reprise de terres ou de quotas de betteraves), la diminution de la complémentation des brouards ou bien encore l'implantation de légumineuses afin de limiter l'achat de concentrés protéiques.

### **L'important c'est la marge...**

Le prix de la viande apparaît comme l'un des trois facteurs les plus déterminants pour l'évolution de leur exploitation chez trois éleveurs sur quatre. Il en est de même des coûts de production pour un peu plus de la moitié des éleveurs interrogés. Le prix des cultures de vente, cité par un éleveur sur quatre, n'arrive qu'en quatrième position, derrière la problématique du travail et de la main d'œuvre.



C'est donc la rentabilité de l'atelier, plus que la concurrence avec les céréales, qui prime dans la stratégie de l'agriculteur. Il faut cependant ne pas oublier que l'atelier bovins viande ne représente dans nos régions souvent qu'un élément parmi d'autres au sein d'une même exploitation, et qu'ainsi la cohérence du système dans sa globalité apparaît comme primordiale. Il est important de noter que cette étude a été réalisée d'avril à octobre 2008, dans un contexte récent de prix élevés. Début janvier 2009, le pétrole était retombé à moins de 40\$ le baril, la tonne d'orge à 105€ et celle de blé à 140€. La campagne 2007-2008 fut donc à ce titre exceptionnelle. Si la volatilité des cours des matières premières agricoles, alliée au faible prix de la viande, ne semble pas remettre en question à

court terme la production de viande, elle pourrait en revanche apparaître comme un frein à son développement en limitant la visibilité de ses acteurs.

Pour les réseaux d'élevage bovins viande :

**SIMON MERAH** stagiaire - Institut de l'élevage

**Joël MARTIN** - Chambre d'Agriculture des Ardennes

03.24.33.71.14

j.martin@ardennes.chambagri.fr